

Les crédits

la ferme intention de veiller à ce que le Centre national de recherches du Canada joue un rôle clé dans la promotion des relations si importantes entre l'industrie, les universités et les laboratoires gouvernementaux.

Les députés d'en face ont mentionné que le gouvernement ne faisait rien pour la main-d'oeuvre hautement spécialisée dont on a besoin. Ils oublient que c'est notre gouvernement qui a mis sur pied le Programme de bourses du gouvernement canadien qui rejoint 10 000 jeunes étudiants et étudiantes, dont au moins 50 p. 100 seront des femmes, et qui vise à encourager nos jeunes à faire carrière dans les domaines de la science et de la technologie, ce qui nous permettra de satisfaire à la demande de main-d'oeuvre hautement spécialisée qui se fera sentir ultérieurement. Nous sommes conscients du problème.

Toutefois, pour le résoudre, il faut concentrer nos ressources dans certains programmes. Et c'est ce que nous tentons de faire sans effrayer les Canadiens qui pourraient croire que tous ces changements vont mal finir. Nous le ferons en investissant notre argent dans certains bons programmes, et non pas dans tous les programmes possibles et imaginables.

M. Gray (Windsor-Ouest): Madame la Présidente, j'ai écouté les remarques en apparence encourageantes du ministre, mais n'oublions pas ce que le premier ministre a déclaré en 1984: «Nous allons doubler notre engagement national collectif envers la recherche et le développement au cours de notre premier mandat.»

Où allons-nous, même si nous accordons au premier ministre quelques années de plus pour atteindre son objectif et même si nous ne considérons pas seulement la période entre 1984 et l'élection de 1988? Voyons cependant la période de 1983 à 1988. En 1983, le Canada a dépensé 1,35 p. 100 du produit intérieur brut pour la recherche et le développement. Madame la Présidente, collègues députés, je vous le demande: le pourcentage a-t-il augmenté au cours des cinq années suivantes? Est-il au moins demeuré le même? Pas du tout, il a diminué de 1,35 à 1,32.

Compte tenu de tous les leviers dont dispose son gouvernement, je ne vois pas pourquoi le premier ministre a été incapable de maintenir au niveau de 1983 les dépenses pour la recherche et le développement expri-

mées en pourcentage du produit intérieur brut. Au contraire, le pourcentage a baissé.

D'ailleurs, l'examen plus approfondi de la politique du gouvernement au sujet du Conseil national de recherches et de ses programmes de recherche et de développement révèle toute une série de coupures dans les laboratoires, les programmes et l'effectif de scientifiques et de techniciens. A quoi bon améliorer les rapports entre le CNR et le secteur privé si le gouvernement ferme ses laboratoires?

C'est très grave dans n'importe quel pays, mais en particulier au Canada, parce qu'on effectue si peu de recherche et de développement dans le secteur privé, bien que le gouvernement prétende que celui-ci en fait davantage. Nos laboratoires de recherche du gouvernement sont particulièrement importants dans notre pays pour maintenir notre base de technologie de pointe.

Si nous considérons ce que le gouvernement a fait vraiment et ce qui s'est passé réellement depuis l'arrivée au pouvoir de celui-ci, nous ne pouvons pas nous sentir aussi confiants que le voudrait le ministre à propos de ce qu'il vient de nous dire au sujet des intentions du gouvernement pour l'avenir.

Je souhaiterais qu'il en soit autrement, parce que la motion que nous avons proposée est fondée sur les paroles du premier ministre lui-même. Notre objectif est d'essayer d'obtenir que toute la Chambre, y compris les partisans du gouvernement, se joigne à nous pour indiquer, pas seulement au gouvernement mais au pays que le Parlement voudrait plus d'activité dans le domaine de la recherche et du développement. Pourtant, au lieu de remarques dans ce sens de la part du ministre, et j'espère qu'il en fera plus tard dans le débat, nous voyons simplement une tentative pour justifier ce qui jusqu'à présent a été un bilan dont le gouvernement n'a absolument pas lieu d'être fier.

Nous offrons aux députés, y compris le ministre, la possibilité de commencer à rectifier leur tir en appuyant notre motion plus tard dans la journée et j'espère qu'ils le feront. Comme l'a dit mon collègue, cela leur donnera aussi la possibilité de montrer qu'ils sont d'accord avec les propos du premier ministre et qu'ils les appuient.

M. Howard McCurdy (Windsor—Sainte-Claire): Madame la Présidente, j'ai été vraiment enchanté de la position qui a fait l'objet du discours de l'honorable député de Windsor-Ouest et je l'appuierai sans doute. Je remarque que l'opposition officielle a choisi des mots que le premier ministre a employés avant d'occuper ce poste.